



Comment les villes tirent les leçons du terrorisme

Universités et villes jouent un rôle qui dépasse le strict enjeu de sécurité

Chaque attentat déclenche des questions souvent limitées aux aspects de sécurité. Pour dépasser le stade de l'urgence, universités et villes contribuent à la réflexion.

Des représentants de Montréal, Paris, Barcelone ou encore Bruxelles ont participé mardi et mercredi à un colloque organisé dans le cadre du réseau UniversCités à Uni Bastions. L'approche urbanistique ressort rarement des débats publics. Elle est pourtant au cœur de la problématique, développe Michel Max Raynaud, professeur à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage à l'Université de Montréal. Son message: «Ce qui est porteur de la radicalisation, c'est l'isolement des espaces», qui casse la continuité des services publics. Exemple flagrant: la disparition en France, et en particulier dans les quartiers sensibles, de la police de proximité, essentielle, entre autres, pour la pré-

vention. «Si un espace est continu, il bénéficie à l'ensemble de la population. Si vous le morcelez, vous créez des ghettos», résume-t-il.

«L'urbanisme n'est pas la solution au terrorisme mais doit faire partie de la solution.» Cela se traduit par la connaissance des lieux urbains, la valorisation de l'espace, l'implication et la répartition de façon équitable des services de police et des techniques de sécurité, et le développement des actions citoyennes.

Autre éclairage clé, celui de Jean-Michel De Waele, vice-recteur à l'Université de Bruxelles, où «les choses ne sont plus comme avant». Face au terrorisme, que peuvent faire les universités? D'abord, continuer à «prendre de la distance», selon lui, mettre en réseau les compétences plutôt que de créer partout des centres contre le terrorisme, «faire de la pédagogie en aidant à sortir du manichéisme». «Les universités doivent aussi se réengager dans la cité. (...) On ne doit pas laisser de côté une partie du public.»

Sophie Roselli